

SOCIALISTES

Journal du PS Suisse
107 · Août 2022
AZB 3001 Berne



AVS 21 – Non à une réforme sur le dos des femmes

Le 25 septembre, la population s'exprimera sur une réforme de l'AVS, l'assurance sociale la plus égalitaire de Suisse, et une augmentation de la TVA. AVS 21 n'est rien d'autre qu'un démantèlement du premier pilier à hauteur de 7 milliards de francs sur 10 ans, sur le dos des femmes! Page 4

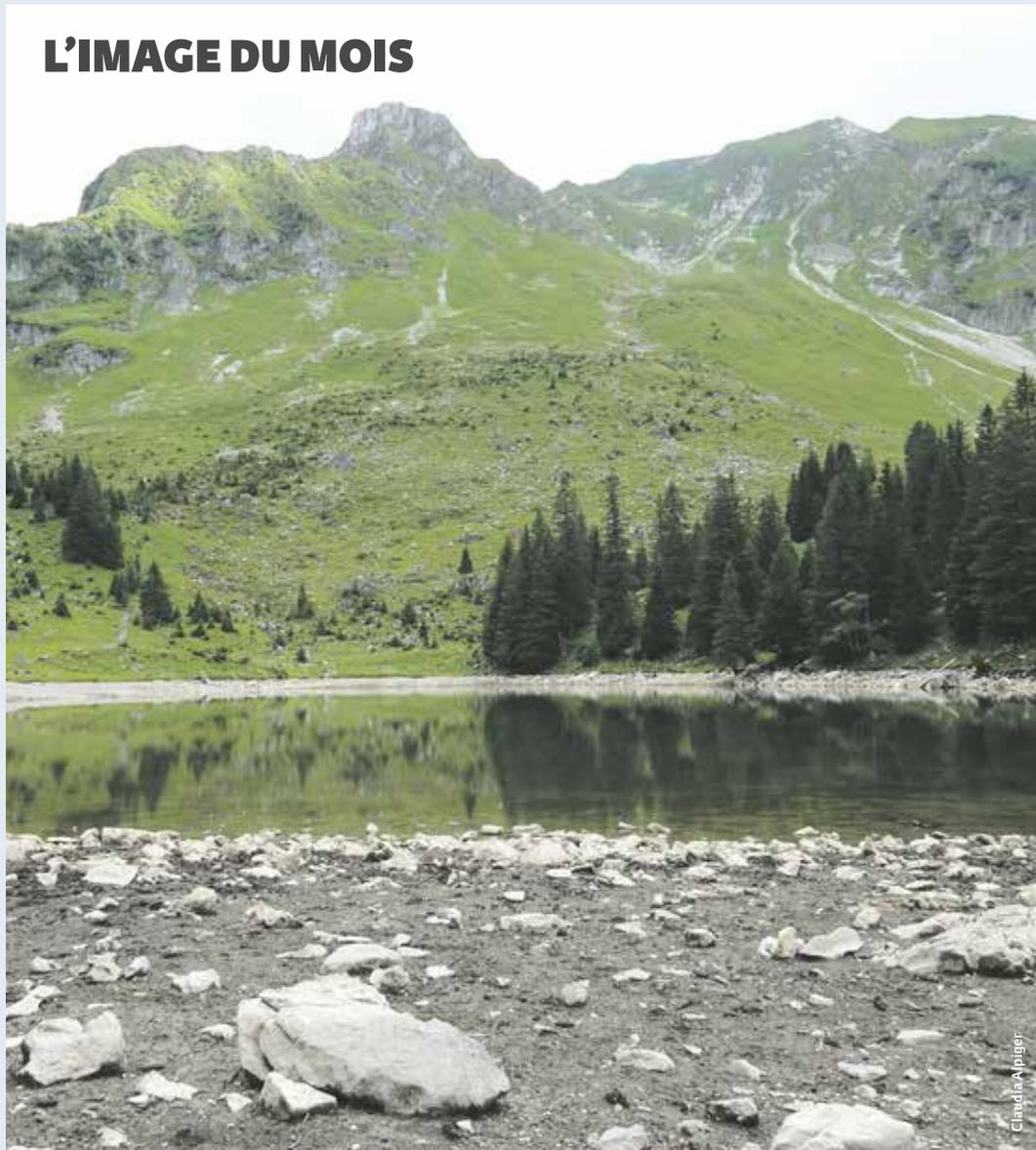
VOTATIONS

Outre AVS 21, la population s'exprimera aussi sur l'abolition de l'impôt anticipé et l'initiative contre l'élevage intensif. Découvrez nos arguments sur ces deux sujets. Pages 4 – 6

CONGRÈS DE BÂLE

Les 29 et 30 octobre, les délégué-es des sections du PS Suisse se retrouveront à Bâle pour un Congrès de deux jours. L'Europe et la lutte contre le blanchiment d'argent, ainsi que le lancement des élections fédérales de 2023 seront à l'ordre du jour. Page 7

L'IMAGE DU MOIS



Le scénario du pire devenu réalité



Colin Vollmer,
co-rédacteur en chef

Les images de terres dévastées par la chaleur, de forêts réduites en cendres et autres rivières asséchées ont rythmé l'été 2022. Ces images quasi apocalyptiques, que l'on imaginait il y a encore quelques années comme étant « le scénario du pire », sont devenues notre quotidien. Comme le montre cette photo d'un lac de montagne valaisan à moitié asséché, prise par une lectrice de Socialistes, les ravages du dérèglement climatique ne s'arrêtent pas aux frontières de la Suisse. Face à cette crise, les socialistes tiennent le cap : outre quelques décisions au Parlement prises sous notre impulsion (par exemple un grand programme de

remplacement des chauffages dans le cadre du contre-projet à l'initiative sur les glaciers), deux initiatives populaires vont faire parler d'elles.

La première première, lancée par la JS Suisse, vous est présentée dans ces pages. La seconde – l'initiative pour un fonds climat – sera lancée en septembre. Imaginée en commun avec les Vert-es, elle demande qu'entre 0,5 % et 1 % du PIB soit investi chaque année pour la transition climatique et sociale. Car la protection du climat et de notre planète n'a de sens que si elle s'accompagne de justice sociale et d'un accès pour toutes et tous aux opportunités de ce combat. Nous en reparlerons.



QUEL FUTUR POUR LA SUISSE EN EUROPE ?

Lors de sa prochaine journée d'automne au sein de la Genève internationale, le PS60+ abordera de nombreuses questions qui nous occuperont également lors du Congrès du PS Suisse. Le thème central est le suivant : comment la relation entre la Suisse et l'Europe doit-elle évoluer ?

La Suisse est au cœur de l'Europe, mais la politique européenne est actuellement dans l'impasse. Après des années de négociations, l'accord-cadre a été gelé en mai 2021 par le Conseil fédéral, qui mène depuis lors des « discussions exploratoires » avec l'UE. De l'avis de nombreux observateurs, l'approche bilatérale, avec ses quelque 120 accords, n'a pas d'avenir à long terme. Parallèlement, les défis mondiaux complexes dans les domaines de la géopolitique, de l'économie, de l'énergie et de la santé nous interpellent, à l'image de la crise climatique, de la crise Covid et de la guerre en Ukraine. Dans ce contexte, l'UE est pour nous un acteur important de la gouvernance mondiale.

Un mois avant le Congrès du PS Suisse, les membres du PS 60+ et toutes les personnes intéressées discuteront avec des orateur-ices de qualité comme l'ancienne conseillère fédérale Ruth Dreifuss. Le document « Vers une Europe sociale et démocratique », élaboré par la Présidence et adopté par le Conseil de parti en juin à Neuchâtel à l'attention du Congrès, servira de base à la discussion. L'orientation du document donne le ton pour l'événement de septembre : « Il est clair qu'une adhésion bien négociée à l'UE reste la meilleure option ».

Vous êtes cordialement invité-es à vous inscrire à la journée du 24 septembre :

www.sp-ps.ch/fr/parti/ps-60/

Mario Carera, vice-président du PS 60+

Prendre parti pour la population



Tom Cassee,
co-secrétaire
général

Les périodes de bénéfices n'ont jamais été aussi lucratives pour les entreprises actives dans le secteur des matières premières. Le cours de l'action du groupe zouglois Glencore a presque triplé au cours des douze derniers mois. Alors que les groupes énergétiques réalisent des milliards de bénéfices, la population envisage très négativement sa situation financière future. En Suisse, les gens sont plus pessimistes qu'en 1995, année où l'enquête avait été la plus négative jusqu'à présent. C'est ce que révèle une enquête de l'Office fédéral de la statistique.

Alors que d'autres pays soutiennent leurs citoyen·nes, la majorité bourgeoise continue de miser sur une politique en faveur des entreprises au détriment de la population. Les votations de septembre en sont le meilleur exemple. Dans le cadre du projet d'abolition de l'impôt anticipé, des passe-droits doivent être introduits pour quelques grandes entreprises, tandis que dans le cadre de l'AVS, ce sont justement les femmes avec de faibles rentes qui doivent passer à la caisse.

D'autres pays montrent que cela pourrait être différent. En Écosse, tous les jeunes de moins de 22 ans peuvent désormais prendre le bus gratuitement. La Nouvelle-Zélande réduit de moitié le prix des transports publics de proximité afin d'atténuer la forte hausse des prix de l'essence et du diesel. En Espagne, les billets de train seront même gra-

tuits cet automne. Cette mesure est payée par un impôt sur les bénéfices des groupes qui ont particulièrement profité de la flambée des prix des matières premières. La Grèce taxe également les bénéfices excessifs des groupes énergétiques en raison de la crise.

Lors de la session d'automne, le Parlement aura l'occasion, grâce au PS, de prendre enfin des décisions en faveur des personnes qui n'ont pas plusieurs millions à la fin de l'année. D'une part, le PS propose de renforcer les réductions de primes d'assurance-maladie et de veiller à ce que la pauvreté des personnes âgées n'augmente pas en compensant intégralement le renchérissement dans les rentes. Le président du Centre a signalé que son parti soutiendrait cette idée. Nous sommes optimistes, mais pas naïfs. Les lobbyistes bourgeois ont souvent stoppé de telles propositions au dernier moment.

Le PS continuera à prendre parti pour la population : nous renforçons le pouvoir d'achat avec notre initiative sur l'allègement des primes et veillons, avec l'initiative sur les crèches, à une meilleure conciliation entre vie familiale et professionnelle – donc à une plus grande égalité dans notre pays. Et dans le domaine de la sécurité de l'approvisionnement et de la protection du climat, nous lancerons en septembre l'initiative pour un fonds climat, afin de pouvoir investir rapidement dans les énergies renouvelables et indigènes.



Si tu veux la paix, préserve la démocratie

102 664. C'est le nombre de signatures valables qui ont été déposées à la Chancellerie fédérale pour l'initiative contre l'achat des F-35. Le texte, lancé par le Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA) et soutenu par le PS, a abouti en moins d'une année.

Félicitons tout d'abord l'effort : récolter cette initiative promettait d'être compliqué. Mais le travail a été fait. Les regards se tournent donc, désormais, vers le Conseil fédéral qui doit se mettre au travail pour que la population tranche cette question dans les urnes avant l'expiration du délai de l'offre le 31 mars 2023.

Le GSsA a proposé un agenda : adoption rapide du message, discussion en commissions courant septembre, adoption du projet par les deux Chambres et fixation de la votation début novembre. Mais la question est bien plus fondamentale : il s'agit de respecter les principes fondamentaux de la démocratie suisse.

La situation en Europe s'est largement transformée avec la guerre d'agression de Poutine et comme la pandémie de COVID, qui ont bouleversé le fonctionnement de notre société. Mais demander à des initiat·es de retirer une initiative sous prétexte que les délais d'achat pressent et que « ce qui serait encore plus important pour la sécurité de la population, c'est que les initiants retirent leur initiative » n'est pas digne d'un membre du Conseil fédéral.

Si notre pays est connu pour sa tradition humanitaire et de neutralité, il l'est surtout pour sa démocratie. Et nul doute que la démocratie est un bien meilleur vecteur de paix dans le monde que toute course à l'armement, qui plus est pour un modèle d'avion largement surdimensionné. Notre conseiller national Pierre-Alain Fridez a d'ailleurs rendu compte du scandale entourant l'achat des F-35 dans un livre, présenté en page 14 du présent numéro.

Clément Borgeaud, co-rédacteur en chef

IMPRESSUM

Éditeur PS Suisse, Theaterplatz 4, case postale, 3001 Berne
Tél. 031 329 69 69, Fax 031 329 69 70, info@socialistes.ch
Rédaction Colin Vollmer, Clément Borgeaud et Mélanie Rufi
Production Atelier Bläuer, Berne

Bientôt la retraite à 67 ans ?

AVS 21

2x NON

Payer plus pour recevoir moins?



Non à une attaque frontale contre le symbole de l'État social

L'AVS est le pilier central de la politique de sécurité sociale dans notre pays. Il est utile de rappeler qu'après un premier revers en 1931, le peuple suisse acceptait massivement le 6 juillet 1947 la Loi sur l'assurance vieillesse et survivant (LAVS), avec 80 % de votes favorables. Personne n'oserait affirmer qu'à cette époque la Suisse était assurée d'une prospérité florissante! Pourtant les autorités et le peuple ont fait le choix de la solidarité.

Aujourd'hui, le Conseil fédéral nous propose d'une part l'austérité et d'autre part un programme de sacrifices réservé à des personnes qui donnent déjà beaucoup à notre économie et à la prospérité de la Suisse: les femmes. Elles assument des activités professionnelles très souvent pénibles, notamment dans le domaine de la vente, des soins, du nettoyage ou encore de la restauration.

Si l'on en croit la campagne du «oui», l'AVS serait au bord du gouffre financier. Autant le propos est alarmiste quant aux difficultés à financer l'AVS et à verser les rentes, autant il est léger et optimiste quant aux mesures proposées. Le message des autorités fédérales parle de «d'harmonisation de l'âge de référence», de «flexibilisation de la retraite» ou encore de «mesures de compensation». N'est-il pas indécent ou arrogant d'affirmer que les assuré-es

pourront librement fixer le moment de leur départ à la retraite entre 63 et 70 ans, alors qu'on sait qu'à partir de 55 ans déjà, il est difficile de trouver un emploi? Sans parler de l'épuisement dans certains métiers. Il est tout autant condescendant de parler de flexibilité pour les femmes, qui souvent additionnent à la pénibilité du métier un bas salaire et se retrouvent en situation de pauvreté au moment de la retraite. Bien que la situation de l'emploi ne soit pas actuellement alarmante, s'en remettre à la seule régulation versatile du marché du travail, qui ne donne de loin pas la même chance à tout le monde, n'est pas une réponse adaptée aux enjeux d'une société solidaire.

Une femme sur quatre ne dispose que de la rente AVS pour sa retraite. Avec AVS 21, il s'agira pour les femmes de travailler jusqu'au bout ou de se retrouver au chômage ou à l'aide sociale. Alors que l'on attend encore et toujours l'égalité salariale, on voit à quel point, la solidarité est éhontément bafouée.

En 2011, le Conseil fédéral prédisait que vers 2020, la fortune de l'AVS commencerait à fondre de plus en plus vite. On constate cependant qu'en 2021, le fond AVS a été augmenté de 2,6 milliards de bénéfices pour atteindre avec 47 milliards son plus haut niveau de l'histoire. Un autre élément significatif à relever



Elisabeth Baume-Schneider, conseillère aux États (JU) et vice-présidente du PS Suisse

est la référence à la population active: comme le répète Pierre-Yves Maillard, les expert-es comparent l'évolution démographique en comptant dès l'entrée en vigueur de l'AVS en 1948 l'ensemble des adultes dans la population active. À l'époque, si les femmes travaillaient assurément déjà beaucoup, elles n'étaient souvent pas rémunérées, donc non actives au sens de l'AVS. Concrètement la proportion d'emplois rémunérés à plein temps par rapport à l'ensemble de la population demeure donc stable et est de l'ordre de 50%. Contrairement à ce qu'indiquent les partisans d'AVS 21.

Il est donc nécessaire de renoncer au catastrophisme, d'opter résolument pour une véritable offensive contre le démantèlement du pilier central de notre système des assurances sociales et de travailler à une réforme équilibrée qui ne se fasse pas uniquement sur le dos des femmes. Le relèvement de la TVA est lui aussi à refuser, face à un pouvoir d'achat en pleine dégringolade.

→ [avs21-non.ch](https://www.avs21-non.ch)

Affaiblir l'impôt anticipé, c'est favoriser la criminalité fiscale

Tout particulier ou toute entreprise suisse qui déclare le rendement de son épargne ou d'une obligation récupère intégralement le montant de l'impôt anticipé. C'est la raison principale pour laquelle on appelle fréquemment l'impôt anticipé l'impôt des fraudeurs. On ne le paie que si l'on ne déclare pas le rendement et que, partant, on fraude le fisc. C'est aussi vrai pour les entreprises étrangères sauf dans les cas (extrêmement rares) dans lesquels la Suisse n'a pas de convention de double imposition – soit uniquement des pays avec lesquels nous échangeons économiques sont quasiment inexistantes – ou alors il n'est que partiellement récupérable selon l'accord de double imposition.

Cela signifie que la suppression de l'impôt anticipé sur les rendements des obligations ne bénéficiera qu'aux entreprises ou particuliers qui achètent ce genre de titres et qui, aujourd'hui, préfèrent payer cet impôt plutôt que de déclarer ce revenu dans leur pays. Dit autrement, les bénéficiaires principaux de cette modification seront les fraudeurs internationaux, et cela au détriment des collectivités publiques. On nous



Baptiste Hurni,
conseiller national (NE)



Emmanuel Ammos,
conseiller national (VS)

parle de l'attractivité de la place financière suisse dans le camp du « oui » : mais voulons-nous que cette attractivité soit uniquement caractérisée par la facilité à détourner l'argent du fisc ? Voulons-nous d'une réforme qui prive les collectivités suisses de centaines de millions au profits de grands groupes étrangers qui désirent cacher leur rendement à leur fisc ? La réponse, limpide, doit être non.

Sans aucun scrupule, la majorité bourgeoise, sous influence du lobby des banques, continue sa stratégie du salami visant à offrir, tranche après tranche, toujours plus de privilèges fiscaux aux plus riches de notre pays et aux multinationales.

Le Conseil fédéral chiffre les pertes de recettes fiscales à 1 milliard de francs lié à l'introduction de la réforme, puis à des pertes récurrentes allant jusqu'à 800 millions de francs par an, selon l'évolution des taux d'intérêt. Parmi ces pertes, environ 500 millions de francs partiront chaque année dans les poches d'investisseurs étrangers qui fraudent le fisc de leur pays.

Alors que l'inflation provoque une baisse du pouvoir d'achat et

qu'on risque en automne un choc des primes-maladie avec une hausse pouvant aller jusqu'à 10 %, il est totalement irresponsable de se priver de recettes fiscales qui manqueront inévitablement pour mener une politique de soutien aux ménages.

La réforme ne profiterait qu'aux secteurs bancaire et financier et à quelques 200 multinationales, soit 0,03 % de toutes les entreprises présentes en Suisse. Les PME n'en tireraient aucun bénéfice car elles ne se financent pas avec des obligations. Ce n'est pas avec la spéculation financière, mais bien grâce au dynamisme et à l'innovation de nos PME, à la qualité des formations et à l'amélioration des conditions de travail que nous renforçons l'économie réelle de notre pays.

Cette réforme n'est rien d'autre qu'une subvention à la malhonnêteté, une invitation à la triche, et coûtera des centaines de millions de francs de manque à gagner dans les caisses de la Confédération ! C'est une nouvelle gifle pour les contribuables honnêtes ! Pour toutes ces raisons, il faut dire un grand « non » le 25 septembre à l'abolition de de l'impôt anticipé.



Pour le respect des animaux et la protection de notre santé



Laurence Fehlmann Rielle, conseillère nationale (GE)

Depuis le début des années 2000, le nombre d'animaux d'élevage en Suisse a considérablement augmenté. En 2021, plus de 80 millions d'animaux ont été abattus. En revanche, le nombre d'exploitations agricoles a diminué passant d'environ 70 000 à moins de 55 000. Cela veut dire que le nombre d'animaux élevés par exploitation a beaucoup augmenté, ce qui a une influence négative sur le bien-être animal.

L'Union suisse des paysans prétend que la plupart des animaux vivent en plein air alors qu'en réalité, 12 % seulement ont un accès à un pâturage ou peuvent s'ébattre à l'air libre. 92 % des poulets élevés pour la consommation n'ont pas accès à un espace extérieur.

L'initiative veut garantir le bien-être animal et le généraliser dans l'agriculture. Malgré les publicités bucoliques véhiculées par les lobbies

et relayées par la grande distribution, les animaux sont souvent traités comme de simples produits de consommation. La situation montre que la loi actuelle sur la protection des animaux n'est pas suffisante.

Or, le fait de se soucier du bien-être animal a aussi des conséquences positives sur la santé humaine. En effet, la production industrielle renforce les risques de maladies et donc un recours accru aux antibiotiques qui à son tour favorise la résistance auxdits antibiotiques, un grand défi de notre époque.

L'élevage intensif accroît aussi les risques de pandémie, ce qui devrait nous rendre encore plus prudents étant donné celle que nous venons de vivre, qui n'a d'ailleurs pas encore disparu.

La consommation moyenne de viande en Suisse est de 111 grammes par personne et par jour. Or, l'OMS

recommande cette quantité seulement deux à trois fois par semaine. La consommation excessive de viande favorise les problèmes de santé tels que le diabète, les maladies cardio-vasculaires et l'obésité.

Les produits d'origine animale sont responsables de 85 % des émissions de gaz à effet de serre dans le secteur agricole. La Suisse importe 1,4 millions de tonnes d'aliments pour animaux chaque année, ce qui permet d'en élever beaucoup plus que ce qui serait adapté à nos conditions de production.

Pour répondre à cette demande et à des prix bas, l'élevage doit devenir intensif, au mépris de notre santé, de notre environnement et au mépris du bien-être animal.

Il n'est pas question de stigmatiser les nombreuses exploitations agricoles qui font leur travail de manière respectueuse tant vis-à-vis des animaux que de l'environnement. Elles devraient plutôt être mieux rémunérées alors qu'elles sont souvent à la merci de puissants intermédiaires. Néanmoins, il est indispensable de mettre en place des conditions de détention qui respectent la dignité des animaux et veillent à ce que les produits importés soient soumis aux mêmes exigences sur l'ensemble du territoire. D'après le Conseil fédéral, seuls 5 % des exploitations agricoles seraient concernées par l'initiative, celles qui sont devenues de véritables usines.

L'initiative prévoit d'ailleurs un délai de 25 ans pour que la Confédération mette en œuvre ses exigences.

En résumé, il s'agit de généraliser un hébergement et des soins respectueux pour les animaux, un accès à l'extérieur, des conditions d'abattage moins douloureuses, une taille maximale des groupes d'animaux par étable et l'interdiction d'importer des animaux produits sans respect des normes suisses.

Pour garantir les droits des consommateurs et des consommatrices, des animaux, la préservation de notre santé et de l'environnement, l'inaction n'est pas une option. Il faut donc voter en faveur de cette initiative le 25 septembre.

POUR UNE SUISSE SANS ÉLEVAGE INTENSIF

25 SEPTEMBRE 2022

OUI 

elevation-intensif.ch

Décider ensemble de notre stratégie européenne

De nombreux défis auxquels nous faisons actuellement face – le changement climatique, les inégalités croissantes, la guerre, la montée de l'extrême-droite et du fascisme – ont la particularité de ne pouvoir être résolus qu'à une échelle supranationale. Pourtant, les relations entre la Suisse et l'Europe sont fragiles, la voie bilatérale étant bloquée depuis 2021. La discussion et le vote sur le papier de position sur l'Europe, lors du Congrès d'octobre à Bâle, sont donc essentiels pour envisager notre avenir commun.

Le programme du PS Suisse contient l'adhésion de la Suisse à l'Union européenne (UE). En effet, sur de nombreux plans sociaux, environnementaux, fiscaux, et légaux, l'UE est en avance sur la Suisse. L'association à l'UE pourrait ainsi permettre à la Suisse de faire une avancée considérable vers une société plus juste et solidaire. Elle rendrait aussi nécessaire la réforme de nos institutions nationales que nous attendons depuis longtemps, tout en encourageant la participation démocratique au sein de l'Europe. Cela pourrait par exemple être l'occasion d'augmenter le nombre de sièges au Conseil fédéral.

L'adhésion de la Suisse à l'Union européenne ne s'annonce pas sans difficulté, au contraire. Néanmoins, les inconvénients peuvent être atténués et les avantages maximisés à condition d'avoir un plan d'action

concret et en accord avec nos valeurs. C'est justement une telle stratégie que propose le papier de position sur l'Europe, une procédure en quatre étapes permettant de débloquer la situation actuelle et, à terme, de rejoindre l'UE. Les débats des prochaines années vont être compliqués, et pour cela nous aurons besoin d'une base solide, mais surtout d'une base dont nous sommes fiers et fiers, que nous avons choisie ensemble et que nous pouvons défendre sans réserve. Une telle stratégie ne peut exister que par la participation du plus grand nombre aux discussions qui auront lieu lors du Congrès.

Le papier de position sur l'Europe est évidemment disponible sur notre site internet : → www.pssuisse.ch

Colin Vollmer

UN CONGRÈS À NE PAS RATER !

En plus des discussions passionnantes sur l'Europe, le Congrès sera aussi l'occasion d'aborder les sujets les plus saillants de l'actualité : le pouvoir d'achat, l'approvisionnement énergétique, la crise climatique et l'égalité de genre. Ce Congrès marque également le début de la campagne pour les élections fédérales de 2023, plus cruciales que jamais. Pour marquer cet événement de taille, les deux membres socialistes du Conseil fédéral, Simonetta Sommaruga et Alain Berset, tiendront un discours le premier jour.

Vous l'aurez compris, le weekend du 29 et 30 octobre s'annonce riche en décisions importantes. Néanmoins, il faut aussi savoir se divertir, et pour cela rien de tel que la fête du Congrès ! Celle-ci se déroulera à la Markthalle de Bâle, où les participant-es seront accueilli-es par une variété de stands de nourriture à volonté et des spectacles musicaux, suivis par une soirée endiablée. A condition bien sûr d'être en forme le lendemain matin pour la suite du Congrès !

Dans tous les cas, ces deux riches journées seront l'occasion de rencontrer des camarades de toute la Suisse, de créer des liens, de débattre sur l'actualité, et d'approfondir ses convictions politiques. Le Congrès est un temps fort de la vie du parti, qu'il ne faut pas rater.

Le délai pour s'inscrire au Congrès est le 15 septembre. Contactez dès aujourd'hui votre section pour savoir si des places de délégué-es sont encore libres !



AVORTEMENT

Les USA enterrent un droit fondamental

Le 24 juin 2022 la Cour Suprême des États-Unis a publié sa décision sur le cas « Dobbs v. Jackson Women's Health Organization ». Celle-ci annule deux arrêtés précédents « Roe v. Wade » (1973) et « Planned Parenthood v. Casey » (1992) qui empêchaient la mise en œuvre de législations limitant le droit de la personne enceinte à choisir une interruption de grossesse.

Entre 1973 et 2022, les États des États-Unis ont légiféré et appliqué le droit à l'interruption de grossesse de manière très variable. Dans certains États, l'accès à l'avortement restait difficile dû au manque d'infrastructure et de services, par exemple lorsque la distance moyenne vers la clinique la plus proche est de 200km ou que les coûts ne sont pas couverts par les assurances. À l'opposé, certains États ont financé des services pour permettre la décision autonome de la personne enceinte et exigé le remboursement par les assurances publiques et privées.

Les choses ont changé très vite durant cet été car certains États



Denise Dafflon, membre du PS International (Berkeley, USA)

avaient des lois prêtes à entrer en vigueur aussitôt les arrêtés fédéraux « Roe » ou « Casey » annulés. À l'heure actuelle, 14 États ont totalement banni l'avortement ou ne permettent que de rares exceptions pendant les 6 premières semaines de gestation, et d'autres États vont dans le même sens. Dans certains de ces États, les personnes ou institutions qui fournissent, aident ou obtiennent des services d'interruption de grossesse sont punissables. En conséquence, des programmes ferment, des médecins démissionnent, les personnes doivent gérer seules leur situation.

En réponse à ce tsunami, les États soutenant le droit à l'avortement utilisent leurs outils politiques pour protéger les personnes enceintes qui voyagent dans leur État pour obtenir une interruption de grossesse de même que les institutions et personnes qui donnent des soins ou du soutien pour réaliser des avortements dans les États qui les interdisent.

Pendant que les États définissent chacun leur cadre légal et leur mise en œuvre, il y a peu d'espoir qu'une loi soit adoptée prochainement au niveau fédéral, étant donné la polarisation politique et la position actuelle de la Cour Suprême sur ce sujet. Plusieurs questions sont néanmoins soulevées, y compris celle de la légitimité des juges siégeant à la Cour Suprême.

La décision de la Cour Suprême a ouvert la porte à des événements tragiques dans certains États qui, aujourd'hui, forcent des personnes enceintes à mener à terme leur grossesse quel que soit leur situation et les implications. Cela s'oppose au développement d'une société plus inclusive et équitable. La mobilisation actuelle de nombreuses associations va, espérons-le, permettre l'émergence de décisions répondant aux besoins d'un large nombre de personnes enceintes faisant face à des choix compliqués et qui ont besoin d'accéder à différentes options et ressources.

La démocratie, autrement

Les panels citoyens tirés au sort permettent de réveiller l'intérêt pour la politique des couches populaires

Fin juin, j'ai revu Iva à Berne. Coiffeuse à Sion, elle a environ 30 ans. Elle s'est rendue dans la capitale fédérale pour un enregistrement vidéo en vue d'une exposition sur la démocratie que le Forum Politique Berne est en train de préparer. Iva, en effet, était l'une des vingt participant-es du « panel citoyen demoscán » que notre équipe de recherche de l'Université de Genève a pu réaliser en automne 2019, dans la ville de Sion.

Pour la première fois en Suisse, un groupe de citoyen-nes a été tiré au sort sur la base du registre officiel des habitant-es pour s'occuper d'une question politique d'actualité. La tâche de ce microcosme de la société, pendant deux weekends, était de délibérer sur l'initiative populaire fédérale « Davantage de logements abordables ». Le panel a rédigé un « rapport citoyen » de deux pages, où l'on résumait d'abord les principaux enjeux de cette votation, pour présenter ensuite les arguments les plus pertinents pour le « Oui » et le « Non ». Ces arguments se basaient sur les informations fiables que le panel a pu vérifier lors des rencontres avec les parties prenantes (IASLO-CA, la Chambre immobilière) et les expert-es. Dans leurs échanges, modérés par un groupe de facilitatrices professionnelles et impartiales, les membres du panel appliquaient la méthode dite « délibérative », qui met l'accent sur le respect réciproque, l'écoute, la recherche des arguments les plus convaincants... Les membres d'un panel citoyen sont des citoyen-nes « ordinaires », non engagé-es en politique, qui en général n'ont pas une opinion préfabriquée sur la question posée.

Leur rapport a ensuite été envoyé à l'ensemble des personnes ayant le droit de vote à Sion, afin de faciliter leur prise de décision sur la votation populaire concernée. A Sion, nous avons effectué des sondages avec un échantillon représentatif de la population et nous avons trouvé que cette source d'information est appréciée et augmente même l'intention de voter.

Nenad Stojanović, politologue à l'Université de Genève, ancien député PS au Tessin

Ce genre d'expériences sont expérimentales, pour l'instant, même si peu à peu l'on commence à les institutionnaliser (en Belgique, par exemple). En Suisse, le 'demoscan' Sion, lui-même basé sur un modèle expérimenté d'abord en Oregon, a déclenché une véritable vague des panels citoyens tirés au sort, à Genève, Lausanne, Yverdon, Uster, Winterthur, Thalwil, Bellinzone, et même au niveau fédéral, surtout sur les enjeux liés aux changements climatiques (cf. [www.demoscan.ch/autres-projets](http://www.demoscan.ch/)).

Il faut souligner que le tirage au sort, grâce au hasard, permet de réveiller l'intérêt pour la politique des personnes qui ne participent jamais aux élections. Il s'agit souvent de personnes avec un revenu bas et un niveau de scolarité de base. On note aussi que le pourcentage des indivi-

us d'origine étrangère est assez élevé (environ 1/3) et que, parmi les personnes tirées au sort qui répondent positivement à l'invitation, la majorité sont les femmes.

Le côté plus beau de ces expériences, c'est de constater une énorme satisfaction des personnes qui y prennent part. Elles sont reconnaissantes d'avoir été appelées afin de s'occuper de la chose publique. Elles sont contentes d'avoir appris davantage comment fonctionne « la politique ». Et surtout, pour plusieurs entre elles, cette expérience a réveillé un intérêt pour la politique. Iva m'a ainsi raconté qu'il y a quelques mois elle a participé à des rencontres organisées à Sion pour discuter avec la population des premiers résultats de la Constituante valaisanne. « Sans avoir fait l'expérience demoscán, jamais je ne me serais annoncée pour un exercice pareil », dit-elle.



Construire l'avenir ensemble

Les 2 et 3 août a eu lieu la première édition des Journées d'été du PS Suisse. Pour l'occasion, une centaine de camarades issu-es de toute la Suisse se sont rassemblé-es au sein du Palais des Congrès de Bienne.

Après quelques échanges, place aux interventions: la première matinée a été rythmée par une succession de prises de paroles stimulantes. Notre co-président Cédric Wermuth a accueilli l'assemblée et ouvert la réflexion en relevant l'importance d'organiser des événements de ce type. Comme il l'a indiqué, les Journées d'été du PS Suisse remplissent des fonctions essentielles; permettant une meilleure compréhension du monde à travers la formation, mais aussi d'aborder ensemble les enjeux de société qui nous concernent. Dans une période marquée par les crises, les défis ne manquent pas, a-t-il relevé.

Un programme varié

Suite aux interventions de la Co-présidence, de nos membres du Conseil fédéral et d'Angela Mattli pour Public Eye, place aux ateliers! Animés par des spécialistes en tout genre: journalistes, expert-es politiques et scientifiques ou encore représentant-es d'ONG, ces sessions d'approfondissement ont permis aux camarades de discuter de la position du PS Suisse face aux défis qui s'imposent à nous. Les thèmes traités ont été variés: migration et politique d'asile, inflation, sécurité et défense de la Suisse ou encore politique extérieure féministe. Samedi soir, les discussions ont été prolongées, parfois jusqu'à tard dans la nuit, lors d'un souper en commun.

Dimanche matin, les participant-es se sont réuni-es en plénum pour écouter Alexandra Karle, qui a relevé la situation actuelle particulièrement instable quant aux droits humains et la responsabilité de la Suisse. Elle a encouragé le PS Suisse à poursuivre son engagement pour l'égalité, pour la défense des droits humains et contre les discriminations. Pour terminer, nous avons eu le plaisir d'écouter un discours de clôture de notre co-présidente Mat-

tea Meyer, relevant l'importance de porter une politique entre neutralité active, souveraineté et solidarité.

La neutralité suisse en question

Dimanche matin a eu lieu un atelier portant sur l'histoire de la neutralité suisse et les défis qui en découlent, animé par la professeure en histoire transnationale de la Suisse Irène Herrmann. En dressant un panorama historique, elle a mis en lumière la manière dont le concept de neutralité a été compris au fil du temps, mais également comment il a été appréhendé par la population. Si la neutralité est perçue comme une caractéristique négative depuis l'extérieur, celle-ci est souvent perçue positivement depuis l'intérieur. À travers son exposé, l'historienne



Zoé Seuret, responsable des campagnes en ligne du PS Suisse

a démontré que les politiques liées à la neutralité ont varié au fil du temps et que la neutralité est loin d'être un concept figé dans l'identité suisse. Les participant-es ont ensuite discuté de la position du PS Suisse face à la neutralité et ont semblé être en accord sur une position commune: la Suisse ne peut pas rester à l'écart de ce qui se passe dans le monde et ses actions doivent être portées par le combat pour le respect des droits humains. La responsabilité de la Suisse se décline à travers un engagement humanitaire, une médiation lors des conflits, mais aussi à travers l'exercice de sanctions économiques. Les participant-es ont souligné qu'il ne faut en aucun cas s'enfermer derrière le concept de neutralité. En conclusion, l'une des participantes a résumé les échanges en exprimant qu'il s'agit pour le PS Suisse de « défendre des valeurs plutôt qu'un mot ».





L'INITIATIVE POUR L'AVENIR

Pour une politique climatique sociale, maintenant !



Alexandre Bochatay,
campaigner de l'initiative
pour l'avenir.

Cela fait des décennies que les scientifiques nous alertent sur les risques des crises climatiques. Depuis longue date, des militant-es protestent et manifestent afin de sommer les dirigeant-es d'agir pour sauver notre planète et les êtres qui l'habitent. Mais l'échec est total: les changements ne s'opèrent pas, les propositions sont minimes voire insignifiantes. La politique climatique bourgeoise, centrée sur la responsabilité individuelle, les mécanismes marchands et les solutions technologiques est incapable de faire face à la crise climatique, car elle refuse d'en reconnaître la cause réelle: le capitalisme. En effet, en favorisant les profits à court terme et une trajectoire de croissance illimitée de la production, le capitalisme est tout simplement inconciliable avec la construction d'une société écologique.

Nous avons donc besoin d'une alternative fondamentalement différente de ce que nous vivons aujourd'hui: une politique climatique sociale pour le bien du 99 % et non pour celui d'une minorité. Pour accomplir cela, la JS Suisse lance une nouvelle initiative intitulée « initiative pour l'avenir ». Celle-ci se pose

comme un outil, une première étape nécessaire pour financer la transformation écologique de notre société en imposant la part des héritages dépassant les 50 millions de francs à 50 %. L'argent ainsi récolté permettra de financer des mesures visant à travailler, se loger et vivre en société de manière écologique et sociale. Une politique climatique sociale se forme grâce à un financement et à des mesures socialement justes, avec la perspective d'une transformation en profondeur de notre système économique: voici ce que nous demandons!

L'initiative pour l'avenir est, premièrement, une occasion de faire payer les profiteur-euses, car les ultra-riches mettent en péril notre existence en profitant massivement du système destructeur: le capitalisme. Ensuite, nous voulons obtenir des moyens financiers pour mettre en place des mesures écologiques ambitieuses et indispensables à notre avenir sur terre. Ce projet se veut aussi celui des 99 % et souhaite prouver que ce n'est pas aux travailleur-euses de payer pour une crise qui n'est pas la leur. Enfin, que ce soit dans le domaine du travail, du loge-

ment ou encore des services publics, l'initiative pour l'avenir permettra de financer des mesures afin de faire un premier pas vers la transformation écologique dont nous avons urgemment besoin.

La JS Suisse et ses militant-es vous invitent donc à les rejoindre et à les soutenir dans leur grand projet pour l'avenir. Depuis le lancement de notre initiative le 17 août, avec la présence de nos partenaires dont le PS Suisse, les jeunes socialistes sont dans la rue partout en Suisse, récoltent sur les marchés, dans les manifestations et les festivals, font le tour de leurs connaissances, motivent les camarades d'autres partis, convainquent et donnent de l'espoir à une population vouée à vivre dans un monde sans avenir si nous n'agissons pas.

Camarades, il est temps de construire un avenir pour les 99 %, pour les travailleur-euses et pour la jeunesse. Vous aussi, faites signer notre initiative pour l'avenir. Vous aussi, parlez à vos proches de l'urgence de mettre en place une politique climatique sociale. Vous aussi, agissez pour les 99 % et pour notre planète.



Un réforme ambitieuse et innovante de l'aide sociale à Genève

Contrairement à la tendance qu'on peut observer dans certains cantons, Genève a décidé de réformer l'aide sociale non pas en diminuant son attractivité, mais en améliorant son efficacité et en la rendant plus juste.

Le projet de loi actuellement en traitement au parlement constitue une avancée majeure dans le combat contre la pauvreté et les inégalités. Avec sa croissance économique dynamique et son incroyable prospérité, comment justifier en effet que Genève ait laissé augmenter le nombre de bénéficiaires de l'aide sociale de 76 % en dix ans? Il est temps aujourd'hui de repenser totalement la manière dont nous soutenons les plus fragiles et les plus vulnérables d'entre nous.

L'objectif premier de cette réforme est d'offrir aux bénéficiaires des possibilités élargies de se former, de se qualifier ou de se requalifier afin de pouvoir mieux s'intégrer dans un marché du travail exigeant, ce que la législation actuelle ne permet pas. Il faut pourtant toujours rappeler que Genève compte 340 000 places de travail, pour une population active de 220 000 personnes seulement! Il n'y a donc pas un problème de places disponibles, mais bien une inadéquation entre celles-ci et les personnes en

recherche d'emploi. Quand on sait que près de la moitié des personnes à l'aide sociale ne bénéficie d'aucune formation, on se rend vite compte de l'évidence qu'il y a d'agir sur ce volet.

Deuxième changement majeur: la franchise sur le revenu. Il faut aujourd'hui travailler à plus de 50 % lorsque vous êtes bénéficiaire de l'aide sociale pour pouvoir toucher une modeste rétribution (300 CHF, puis 50 CHF par palier de 10 %). Cela n'est ni juste ni incitatif pour celles et ceux qui pourraient reprendre une activité rémunérée!

Le troisième axe majeur de cette réforme concerne l'accompagnement social lui-même, qui ne devra plus se faire sous l'angle du contrôle, mais sous le sceau de la confiance, par exemple en élaborant un budget avec la ou le bénéficiaire. On diminuera ainsi les formalités administratives aujourd'hui trop nombreuses et on continuera d'assurer un accompagnement bienveillant et encourageant, même après la sortie de l'aide sociale.

Enfin, un autre changement d'importance concerne le soutien aux personnes exerçant une activité lucrative indépendante, dont on sait qu'elles ont considérablement souffert de la crise pandémique, car exclues de la plupart des prestations sociales sous condition de



Thierry Apothéloz,
conseiller d'État en charge
de la cohésion sociale (GE)

ressources. Il s'agira de pouvoir les aider et les accompagner en cas de coup dur, sans qu'on leur demande de renoncer à leur activité professionnelle!

La réforme contient également de nombreuses autres nouveautés, qui auront une importance cruciale dans l'amélioration du suivi social: renforcement de l'aide au logement, désendettement, meilleure prise en compte des familles avec enfants dans le calcul des barèmes, montée en puissance des communes dans l'accompagnement de proximité et la détection précoce, ou encore développement d'une collaboration plus forte avec l'économie et les entreprises locales. Un accent est également mis sur une meilleure prise en compte des questions de santé, qui sont fondamentales dans le processus de réinsertion.

Plutôt que de contrôler et stigmatiser les bénéficiaires, avec l'illusion que cela les incitera à se réinsérer efficacement, je préfère de loin les accompagner, mobiliser leurs compétences et leur offrir les meilleurs outils pour pouvoir s'en sortir en devenant des actrices et acteurs de leur parcours. Et pour celles et ceux qui n'y parviendraient pas, je fais le choix de leur permettre de vivre dignement, sans reproches et sans jugement.

Changer de paradigme en matière de politique routière suisse par un moratoire

Les travaux du deuxième tube autoroutier du Gothard et de la troisième jonction à Bellinzona ont à peine commencé que déjà de nouveaux méga-chantiers sont prévus pour près de 2 milliards entre Lugano Mendrisio et Chiasso (voie de transit international routier, TIR) pour élargir l'autoroute et augmenter sa capacité.

Une spirale infernale

Le second tube du Gothard, qui ne peut pas augmenter la capacité du tunnel (art. 84 de la Constitution fédérale), risque fort, une fois en exercice, d'être exploité pour avoir un total de quatre voies. Ajoutons ce qui est prévu entre Lugano et Mendrisio Chiasso. Tranche après tranche, la capacité de l'A2 est augmentée, la rendant encore plus attrayante pour le trafic de transit international (la ligne Chiasso-Bâle, 295 km, 57 km de tunnels, 20 km de viaducs et de ponts est utilisable pour 40 francs par an et moins de 300 francs pour un TIR, plus ou moins ce qu'il paie pour un passage par le tunnel du Fréjus). Nous continuons avec le cercle vicieux qui ajuste l'offre routière à l'augmentation de la demande générée par l'augmentation de l'offre et qui, depuis des décennies, ne fait que déplacer les colonnes et créer de nouveaux embouteillages.

Pourtant, nous sommes au XXI^e siècle, dans l'ère post-COVID, et nous avons découvert qu'en plus des réseaux routiers et ferroviaires, nous disposons d'un réseau de télécommunications moderne et performant qui a permis à une grande partie de la population de travailler ou d'étudier depuis chez elle, faisant ainsi fonctionner la société et l'économie pendant les mois de blocage de la pandémie. Alors que le télétravail représentait 7% avant COVID, il devrait atteindre 22% d'ici 2030 et, avec les bons stimuli, il peut augmenter. Un nouveau contexte qui devrait faire repenser l'ensemble de la politique autoroutière.

On insiste sur l'augmentation de la capacité routière pour faire face



Bruno Storni, conseiller national (TI), membre de la Commission des transports et des télécommunications

aux pics de trafic incontrôlés, au lieu de passer à une gestion de la demande beaucoup moins onéreuse, mais plus efficace et intelligente.

D'autres solutions sont possibles – et nécessaires

Il faut arrêter la spirale de croissance qui dure depuis des décennies, en suspendant les augmentations de capacité prévues dans le programme de développement stratégique (PRODES) des routes nationales, avec un moratoire sur les nouvelles voies, tout en développant les alternatives que nous avons déjà et qui viendront à moyen terme: télétravail, transports publics, tarification de la mobilité, politique de covoiturage et de stationnement, troisièmes voies uniquement pour les voitures à occupation multiple et, à long terme, conduite autonome qui rendra le système autoroutier actuel plus efficace.

Au cours des deux dernières décennies, nous avons investi des dizaines de milliards dans le rail et 12,8 milliards supplémentaires ont été approuvés par les Chambres fédérales pour un investissement à

court et moyen terme. Il est temps de l'exploiter pour les marchandises et les personnes, les colonnes étant principalement composées de voitures.

« Numérisation et innovation », voilà ce que les médias, les institutions publiques et le monde politique nous colportent à toutes les sauces, mais en matière de trafic, nous sommes encore à l'ère du béton et de l'asphalte, du dimensionnement inefficace et obsolète en fonction de pics de demande incontrôlés.

Il ne s'agit pas d'arrêter les investissements: le réseau autoroutier national doit être entretenu et corrigé des lourdes erreurs de conception initiales avec des enfouissements et des déviations sans augmentation de capacité et à terme, numérisé.



Café européen « Droits des femmes: le grand recul ? »

Mardi 27 septembre, 18 h 30 – 20 h 30, L'Espace-tiers-lieu d'après, Genève

Café européen « Quelle perspectives numériques pour la Suisse et l'UE ? »

Mardi 4 octobre 2022, 19 h 00 – 21 h 00, Maison internationale des associations, Genève

Séminaire « Bases et histoire de la social-démocratie »

Samedi 3 décembre 2022, 9 h 00 – 17 h 30, Maison du peuple, Lausanne

Vous pouvez vous inscrire aux événements sur notre site web <https://anny-klawa-morf.ch/fr/evenements/> ou via l'adresse e-mail info@anny-klawa-morf.ch. Vous trouverez également en ligne toutes les dates de nos autres manifestations ainsi que nos études et publications.

ASSOCIATION **SLEEP-IN: UN SOUTIEN AUX PERSONNES SANS ABRI**



La Suisse est un des pays les plus riches au monde, mais les moyennes peuvent cacher des situations individuelles bien moins fortunées. La conjoncture actuelle, entre coronavirus et un marché du logement propice aux abus, rend difficile la sortie de la précarité. Le filet social actuel ne suffit pas à soutenir tout le monde, et dans les cas les plus extrêmes, certaines personnes se retrouvent sans abri. Selon les estimations les plus récentes, environ 2200 personnes en Suisse sont sans domicile fixe, et 8000 risqueraient de perdre leur logement.

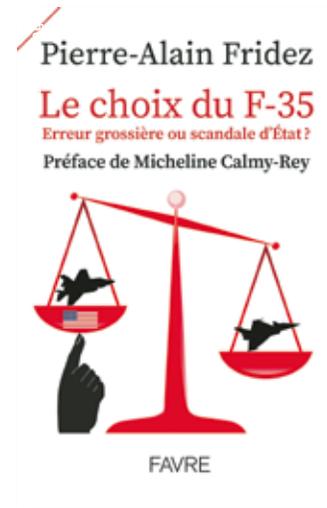
C'est justement à ces personnes sans abri que vient en aide l'association Sleep-in, située à Renens (VD) depuis 1993. Sleep-in propose un hébergement d'appoint où, chaque soir, 26 personnes peuvent passer la nuit, cuisiner, se doucher, et utiliser internet. L'association propose également un accueil de jour, deux jours par semaine, ainsi que des services d'aide au logement et à la santé.

Sleep-in représente un soutien essentiel pour les personnes sans abri. En 2020, l'association annonce avoir accueilli 1551 personnes différentes. Néanmoins, elle se désolé aussi d'un système saturé: en 2020, 8 personnes en moyenne ont dû être refusées chaque soir et, ce printemps, le manque de lits disponibles a commencé avant même la fermeture des structures d'hébergement hivernales. Sleep-in fournit aussi un travail de sensibilisation et de défense des droits des personnes sans domicile. L'association revendique notamment une augmentation du dispositif d'hébergement nocturne vaudois, ainsi que la création de lieux d'accueil de jour ouverts quotidiennement.

De plus amples informations sur l'association sont disponibles sur le site internet www.sleepin-lausanne.ch, sur Facebook <https://www.facebook.com/veilleusesleepin/> et sur Instagram @larue.ch.

Mélanie Rufi

CULTURE **Y A-T-IL UN PILOTE DANS L'AVION?**



«Scandale d'état». C'est par ces mots que notre camarade Pierre-Alain Fridez, conseiller national (JU), décrit le choix du nouvel avion de combat F-35 par le Conseil fédéral. Ces mots peuvent sembler forts. Mais ils ne sont rien en comparaison des arrangements avec la vérité et autres procédures calculées dont Pierre-Alain Fridez fait état dans son dernier livre, démontrant que le choix du F-35 n'est en rien un hasard, mais bien le résultat d'un processus délibéré d'orientation de la décision finale.

Le F-35 américain est encore en développement, coûte cher à

l'exploitation, n'a pas le profil recherché pour les missions de police aérienne en Suisse, collectionne les problèmes techniques, bref le F-35 n'est pas l'avion qu'il faut à la Suisse. Tout le monde l'aura compris. Mais comment a-t-il pu être retenu par le Conseil fédéral? Selon Pierre-Alain Fridez, la procédure de sélection a été «façonnée méticuleusement pour arriver à un certain résultat».

En témoigne un avis de droit commandé dans l'urgence à l'Office fédéral de la justice pour enjoindre au Conseil fédéral de choisir le F-35, sous prétexte que des considérations de politique extérieure – par exemple un renforcement de nos relations avec l'UE promis par la France – ne peuvent pas entrer en considération.

À l'heure où la majorité de droite du Conseil fédéral pourrait vouloir signer les contrats à hauteur de plusieurs milliards de francs avant que la population ait pu s'exprimer sur l'initiative «Stop F-35», ce livre est à mettre entre toutes les mains de celles et ceux qui croient encore à la démocratie et à l'état de droit en Suisse.

Référence: *Le choix du F-35. Erreur grossière ou scandale d'État?* Par Pierre-Alain Fridez (2022), paru aux Éditions Favre. Avec une préface de Micheline Calmy-Rey, ancienne conseillère fédérale. Disponible dans la plupart des librairies.

Colin Vollmer

ANNONCE

GROUPS.SWISS



GROUPS
UN TOIT POUR LES GROUPES

www.groups.swiss



**800 hôtels et maisons de vacances en Europe
pour groupes et familles, loisirs et cours**

Groups AG · Spitzackerstrasse 19 · CH-4410 Liestal · +41 (0)61 926 60 00



6

questions à Emily Baumgartner (22)

Occupation : étudiante

Hobbies : jeux vidéo, Netflix ...

Présente-toi en quelques mots.

Je m'appelle Emily Baumgartner et je viens de Mézières dans le canton de Fribourg. Je suis étudiante en ingénierie, génie électrique à la Haute École d'Ingénierie et de Gestion du canton de Vaud. Femme transgenre, j'ai rejoint la Jeunesse socialiste de Fribourg en 2022 dans le but d'être un moteur de changement et d'inclusion pour les communautés queer. Au fil des mois, mon horizon politique s'est agrandi et de nouveaux thèmes se sont ajoutés.

Comment te décrirais-tu en trois mots ?

Travailleuse, perfectionniste et calme.

Pourquoi avoir choisi de rejoindre le PS ?

J'ai choisi un parti qui m'accepterait malgré ma différence, qui peut malheureusement encore déranger, mais qui serait surtout présent pour les communautés LGBTQ+. Je me suis également intéressée aux autres positions et thèmes afin de faire mon choix. Ma décision a été renforcée par l'existence du PS queer.

Quelle est pour toi la priorité politique en Suisse ?

Il y a de nombreux combats importants, comme les questions d'inclusion qui me touchent particulièrement. Cependant, il me semble que le climat est la priorité car nous devons tout faire pour garder une planète vivable. Il n'y a en effet pas de planète B et la crise climatique va toucher, de quelque manière que ce soit, toute l'humanité. En conséquence, il est important de s'activer et d'écouter les scientifiques qui nous alertent depuis longtemps sur cette question. Nous constatons chaque jour les ravages du capitalisme sur les écosystèmes. Il est urgent de proposer une politique climatique qui soit sociale et à la mesure des enjeux !

Si tu avais une baguette magique, quelle serait ta première action ?

Je transférerais les plus grosses richesses individuelles à la population afin de réduire les inégalités qui n'ont jamais été aussi importantes. Plus de 60 % des riches le deviennent à grâce à un héritage. Les richesses ne sont pas redistribuées et ce sont les mêmes familles qui accumulent les richesses, génération après génération.

De plus, les plus ultra-riches sont aussi les principaux responsables de la pollution. En réduisant leur fortune, nous réduisons l'impact qu'ils peuvent avoir sur notre écosystème.

Quelle est ta vision du PS dans vingt ans ?

Un parti qui continue de se battre pour la population dans toute sa diversité et qui représente en son sein l'inclusion de toutes et tous. Il faudra aussi être ouvert aux changements dans le but de s'adapter aux nouvelles problématiques qui arriveront à l'avenir.

LE RÉSULTAT

50,47 %

C'est le pourcentage des votes qui a permis à Gustavo Petro de devenir en juin dernier le premier président de gauche de l'histoire de la Colombie. La future vice-présidente, Francia Márquez, devient par la même occasion la première personne noire élue à ce poste. Leurs promesses de campagne incluent la lutte contre la corruption, la pauvreté, et les inégalités, ainsi que la poursuite du processus de paix avec différents groupes rebelles et la réforme de la politique sur les drogues.

LE CHIFFRE

2,8 %

C'est le taux d'inflation prévu par la BNS pour 2022, revu à la hausse. L'augmentation des prix considérable de ces derniers mois met sous pression une large part de la population, en particulier les personnes à bas revenus. Le PS a proposé une série de mesures pour protéger le pouvoir d'achat, comme la réduction des primes d'assurance-maladie. Cette crise requiert aussi des solutions de fond, dont l'accélération de la transition énergétique pour limiter notre dépendance aux énergies fossiles.

Le Parti socialiste vit de ses membres et de leur engagement dans nos combats communs. Les discussions et débats que nous menons font notre force et notre capacité à concrétiser politiquement notre engagement.

Devenez dès maintenant membre du PS Suisse :

www.pssuisse.ch/adherer

De nouveaux passe-droits pour les multinationales et les gros investisseurs ?



NON

à la suppression de l'impôt anticipé
le 25 septembre